



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
PRÉFECTURE DE L'AVEYRON

**DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

Arrêté n° **2009-203-3** du **22 JUL 2009**

OBJET : Arrêté préfectoral complémentaire
Commune de MILLAU
SAS Tanneries PECHDO

Le préfet de l'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V,
- VU** les actes n° 2002-318-3 en date du 14 novembre 2002 et n° 2003-107-11 en date du 17 avril 2003 antérieurement délivrés à la SA Tanneries Nouvelles PECHDO pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de MILLAU,
- VU** le courrier en date du 27 janvier 2009 par lequel la SA Tanneries Nouvelles PECHDO dont le siège social est situé ZI Plaine Coste - 12100 MILLAU - annonce l'abandon de certaines activités classées et justifie une production journalière inférieure à 12 tonnes de produits finis,
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 octobre 2008 faisant suite à l'inspection effectuée le 09 octobre 2008 dans cet établissement,
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 mai 2009 proposant la modification de l'autorisation préfectorale n° 2002-318-3 du 14 novembre 2002,
- VU** l'avis favorable du CODERST réuni le 2 juillet 2009,

CONSIDERANT que les modifications apportées dans l'établissement en question ne remettent pas en cause la procédure d'autorisation précédente,

CONSIDERANT qu'il est donc nécessaire de réactualiser les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n° 2002-318-3 du 14 novembre 2002,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2002-318-3 du 14 novembre 2002 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

"ARTICLE 1 :

La SAS TANNERIES PECHDO, dont le siège social est ZI Plaine Coste - 12100 MILLAU - est autorisée, sous réserve des prescriptions annexées, à exploiter, à MILLAU, les installations suivantes visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Désignation des installations	Capacité	Nomenclature		Régime
		Rubrique	Seuil	
Tanneries, mégisseries, ...		2350		A
Teinture et pigmentation des peaux	7 t/j	2351-1°	1 t/j	A
Polychlorobiphényles, ...	1 transfo	1180-1°		D
Dépôts de peaux ...	450 t	2355	10 t	D
Installation de compression ...	115 kW	2920-2°-b	50 kW<P<500	D
Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques	< 0,250 t	1111-2°-c	50 kg<Q<250 kg	D
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	30 m3 (coef 1) = 6 m3	1432-2°b	10 m3<Q<100 m3	N C
Installation de remplissage ou de distribution	Débit = 0,25 m3/h	1434-1°-b	1 m3/h<Q<20 m3/h	N C
Prélèvements, installation d'ouvrages permettant le prélèvement sur un cours d'eau	44 m3/h 0,18 % du QMMA5	2.1.0.2	2%<QMMA5<5%	N C

A =Autorisation

D = Déclaration

NC = Non Classé

ARTICLE 2 : Prescriptions abrogées

Les prescriptions suivantes, annexées à l'arrêté préfectoral n° 2002-318-3 du 14 novembre 2002, ne sont plus applicables :

–prescription 1.7 : Bilan de fonctionnement.

–Prescription 3.6.1 : Installation de combustion en ce qui concerne le Fat Fuel Burner.

ARTICLE 3 : Prescriptions abrogées

Les autres prescriptions non modifiées, annexées à l'arrêté préfectoral n° 2002-318-3 du 14 novembre 2002, restent applicables en ce qui concerne les activités soumises à autorisation visées ci-dessus,

ARTICLE 4 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 5 : Prescriptions complémentaires

A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R.512-31 du code de l'environnement, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 : Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'exploitation et à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier sa demande initiale est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tout les éléments d'appréciation.

ARTICLE 7 : Transfert vers un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 8 : Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 9 : Cessation d'activité

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation dans son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions de l'article 9 ci-dessous.

ARTICLE 10 : Remise en état

Au moment de la notification prévue à l'article 8 ci-dessus, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Lorsque l'installation est mise à l'arrêt et que les types d'usage futurs sont déterminés, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier, un mémoire précisant les mesures prises pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires,
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficiellement éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer,
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol et du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, si il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 modifié, les travaux et mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrit par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

ARTICLE 11 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 12 : Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui édictées par les textes ci-dessous :

Dates	Textes
23/01/97	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées

02/02/98	Arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées soumises à autorisation
13/07/98	Arrêté ministériel du 13 juillet 1998 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1111 : Très toxiques
24/12/02	Arrêté ministériel du 24 décembre 2002 modifié relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
17/10/07	Arrêté du 17 octobre 2007 modifiant l'arrêté du 13 juillet 1998 susvisé
19/12/08	Arrêté du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1434
22/12/08	Arrêté du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1432

Arrêtés types

Ancienne rubrique	Intitulé	Correspondance nouvelles rubriques
340	Peaux salées non séchées (dépôts de)	2355
341	Peaux sèches (dépôts de) conservées à l'aide de produits dégageant des odeurs incommodes	2355

ARTICLE 13 : Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

ARTICLE 14 : Publicité

Le présent arrêté est publié par les soins du Préfet, aux frais du demandeur, dans un journal local ou régional diffusé dans tout le département, est affiché par les soins du maire de MILLAU dans les lieux habituels d'affichage municipal.

ARTICLE 15 : Ampliation

Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Le Sous Préfet de MILLAU,

Le Maire de MILLAU,

Le Directeur Régional, de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Midi-Pyrénées,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la SAS Tanneries PECHDO.

Fait à Rodez, le

Le Préfet

Vincent BOUVIER